

République centrafricaine

Une stabilisation toujours précaire

Romain Esmenjaud



Alors que se profile une année électorale à hauts risques, la République centrafricaine reste confrontée aux ressorts profonds de la crise : faiblesse de l'État, dépendance vis-à-vis des partenaires extérieurs, présence d'« hommes en armes », et ce en dépit d'avancées notables sur les plans sécuritaire et diplomatique (levée de l'embargo sur les armes, accord de paix du 10 juillet 2025, etc.).

Conclusions principales

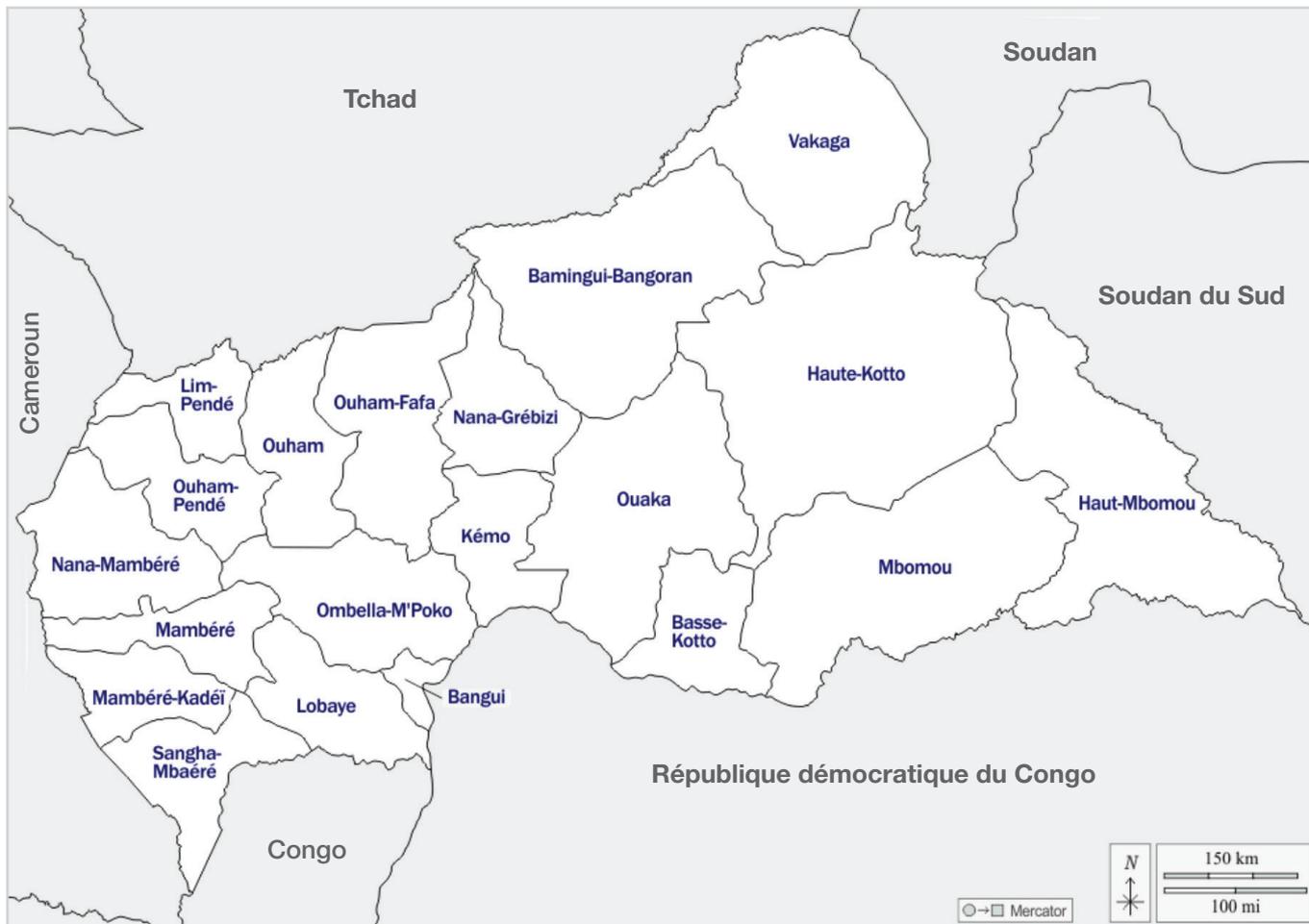
- ▶ Le gouvernement centrafricain a connu d'importants succès sur les plans sécuritaire et diplomatique. Depuis 2021, les groupes armés ont été repoussés en périphérie ; en 2024, le pays a obtenu la levée des « embargos » sur les armes et les diamants.
- ▶ Les ressorts profonds de la crise n'ont toutefois pas encore été traités. Les autorités inscrivent leur pratique du pouvoir dans la continuité de leurs prédécesseurs avec une captation des ressources au profit d'un cercle restreint.
- ▶ Dans ce contexte de verrouillage du jeu politique, les opposants tentent de capitaliser sur le mécontentement populaire né de la situation économique et sociale. D'autres pourraient être tentés de choisir la voie des armes.
- ▶ Les « hommes en armes », bien que dispersés, restent nombreux en RCA et dans les pays voisins, notamment au Soudan. Aux côtés de soldats s'estimant mal traités, ils constituent un vivier sur lequel pourraient s'appuyer des entrepreneurs politico-militaires.
- ▶ La solidité apparente du pouvoir tient d'abord à la nouvelle configuration géopolitique. Le pouvoir bénéficie de l'apaisement des relations avec le Tchad, d'un rapprochement avec les Occidentaux et surtout de l'appui sécuritaire de la Russie et du Rwanda. L'histoire démontre néanmoins que compter sur des acteurs extérieurs pour assurer sa sécurité, voire s'en rendre dépendant, constitue un pari risqué.

Recommandations

Le gouvernement avec l'appui de ses partenaires internationaux devrait :

- ▶ Redoubler d'efforts pour garantir des élections crédibles et inclusives à travers un dialogue politique abordant les points de discordance (composition de l'Autorité Nationale des élections, critère de « centrafricanité », etc.) afin d'apaiser les tensions et prévenir une nouvelle crise électorale.
- ▶ Renforcer les FACA pour protéger les populations et les frontières, et surtout limiter la dépendance extérieure, tout en évitant la « milicianisation » et la « communautarisation » de l'armée, ainsi que l'augmentation des effectifs sans moyens logistiques adéquats.
- ▶ Poursuivre les efforts d'apaisement et de coopération avec les pays voisins, le Soudan en particulier, pour prévenir tout risque de débordement des crises régionales sur le territoire centrafricain. Le projet de force mixte Tchad-RCA est un bon exemple à cet égard.
- ▶ Veiller à une répartition équitable des bénéfices de la stabilisation entre régions et communautés, en vue de limiter les frustrations parmi les populations vivant dans les régions périphériques.

Figure 1 : Les préfectures de la RCA (découpage entré en vigueur en 2021)



Introduction

En 2024, les autorités centrafricaines ont enregistré deux victoires diplomatiques majeures avec la levée de l'embargo sur les armes à destination des Forces armées centrafricaines (FACA) par le Conseil de sécurité le 30 juillet et la fin de l'interdiction d'exportation des diamants par le Processus de Kimberley le 15 novembre, laissant penser que les plaies ouvertes par la crise 2013 commencent à cicatriser.

Depuis 2021, on observe une nette amélioration du contexte sécuritaire. Grâce au soutien russe, les FACA, ont repris de nombreuses villes auparavant tenues par les groupes armés et jamais le rapport de force militaire ne leur a été aussi favorable depuis le déclenchement de la crise. Parallèlement, bien que la situation humanitaire reste préoccupante avec 446 000 déplacés et 672 000 réfugiés¹, les priorités des bailleurs ont

évolué : l'urgence humanitaire cède progressivement la place à des stratégies axées sur la stabilisation et le développement.

La situation humanitaire reste préoccupante, avec 446 000 personnes déplacées et 672 000 réfugiés

La RCA est-elle pour autant engagée sur la voie d'une sortie de crise durable ? La présente note examine successivement quatre des principaux facteurs de l'instabilité en RCA – le (dys)fonctionnement de l'Etat, la lutte pour le pouvoir au sein des élites, la présence massive d'« hommes en armes » et la dépendance vis-à-vis des partenaires extérieurs. Elle met ainsi en évidence la persistance des causes profondes du conflit en dépit d'avancées indéniables.

Si les problèmes liés à la faiblesse de l'Etat ne pourront être résolus que sur le long terme, d'autres en revanche relèvent des choix politiques des autorités qui s'inscrivent en droite ligne de leurs prédécesseurs, notamment l'accaparement des ressources du pays par une élite restreinte et l'externalisation de la sécurité. Or, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'hypothèse d'un retour de l'instabilité ne peut être écartée, particulièrement en cette année électorale (des élections locales, législatives et présidentielles sont prévues en décembre 2025).

Cette analyse repose sur des informations recueillies lors de séjours de terrain effectués en RCA au cours des dix dernières années et s'appuie sur des entretiens menés avec un large panel d'acteurs : représentants des autorités, hommes politiques, membres de la société civile, opérateurs économiques, diplomates, chercheurs, entre autres.

Un Etat aux prises avec les attentes des communautés, dont le ressentiment nourrit les groupes armés

Les analyses des crises que la RCA a traversées, des multiples coups d'Etat depuis l'indépendance aux mutineries de 1996–1997, en passant par la prolifération des groupes armés depuis le début des années 2000 convergent vers un point majeur : le dysfonctionnement de l'Etat, qui est (quasi-)absent sur une grande partie du territoire.

Des « zones grises » où les groupes armés tentent de se substituer à l'Etat

Depuis l'indépendance, les autorités ont peu investi dans les services publics en dehors de la capitale. Ce désengagement s'explique à la fois par l'immensité du territoire et sa faible densité démographique peu favorables au développement d'infrastructures, mais aussi par une politique assumée de « concessionnarisation », c'est-à-dire la délégation de la gestion de certaines affaires du pays, économiques et sécuritaires notamment, à des acteurs étrangers (cf. *infra*)². À cela s'ajoute une version centrafricaine du mal hollandais : une stratégie de développement centrée sur l'exploitation des ressources naturelles (bois, diamants, uranium), au détriment d'une diversification économique.

La faiblesse de l'Etat et ses difficultés à répondre aux besoins élémentaires des populations nourrissent un

profond sentiment d'abandon³, notamment dans les zones « isolées » du Nord, où de nombreux groupes armés tentent de se substituer à l'Etat, à travers la collecte de taxes et, dans certains cas, des activités de service public (résolution des crises locales, distribution d'aide, etc.). Les leaders de ces groupes, motivés par les revenus des trafics de diamants, d'or ou de bétail, se posent aussi en porte-parole de populations frustrées et souvent convaincues que seule la violence permet de se faire entendre⁴.

Cette analyse repose sur des informations recueillies lors de séjours de terrain effectués en RCA au cours des dix dernières années

Dans le Nord-Est, bastion de la Séléka en 2012, les fractures régionales se doublent de tensions religieuses. La présidence de François Bozizé (2003–2013) a été marquée par la diffusion de discours prônant l'exclusion des populations musulmanes, nombreuses dans la région⁵. Ces récits identitaires ont servi de toile de fond aux violences intercommunautaires qui ont précédé la chute du chef de l'Etat, et marqué l'éphémère « règne » de la Séléka (2013–2014).

Des efforts en matière de (re)déploiement de l'Etat qui restent limités et inégalement répartis

Les accords de paix et cadres de sortie de crise, qu'il s'agisse du Pacte républicain issu du Forum de Bangui de mai 2015 ou de l'Accord politique pour la Paix et la réconciliation (APPR) de février 2019 soulignent l'importance de (re)déployer l'Etat et les services publics de manière non-discriminatoire, ainsi que de promouvoir un développement équitable des régions⁶.

Avec l'appui des bailleurs internationaux, des efforts ont été entrepris, notamment dans le cadre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (2018–2021). Par exemple, la ville de Sam-Ouandja (Haute-Kotto), au cœur d'une zone traditionnellement négligée, accueille progressivement des représentants des différents services de l'Etat en tant que « ville pilote » du programme de stabilisation du Programme des Nations Unies pour le Développement⁷. La réfection d'infrastructures routières doit également permettre de contribuer au désenclavement du Nord-Est.

Le déploiement de l'Etat (bien souvent, de fait, son établissement) est par nature un processus de long terme. Mais il convient aussi de constater que l'aide internationale tend à bénéficier d'abord aux zones déjà les mieux dotées. Pour des raisons opérationnelles, les bailleurs privilégient le plus souvent les régions qu'ils connaissent déjà, celles qui sont les plus sûres, ou encore celles les moins difficiles d'accès (et bénéficiant donc de meilleures infrastructures). C'est le cas, par exemple, dans le secteur de l'énergie où les principaux projets d'électrification concernent Bangui, l'Ouest et le Sud-Ouest⁸, tandis que le Nord et l'Est moins desservis, restent marginalisés. Moins peuplées, mais aussi historiquement instables et plus exposées aux crises des pays voisins – comme en témoigne l'afflux récent de réfugiés soudanais dans le Nord-Est – ces régions mériteraient une attention accrue au nom de la cohésion nationale et de la prévention des conflits.

Plus globalement, au-delà de quelques visites protocolaires, l'intérêt manifesté par les autorités pour les « provinces » reste relativement limité. Le Président Faustin-Archange Touadéra est régulièrement accusé de prioriser Bangui et sa ville natale Damara (Ombella-Mpoko), à l'instar de ses prédécesseurs David Dacko ou Jean-Bedel Bokassa qui concentraient les investissements à Bangui et dans leur préfecture d'origine, la Lobaye.

Des élites qui accaparent le pouvoir et les (maigres) ressources du pays

Le deuxième moteur des crises est la vision du pouvoir qu'ont les élites centrafricaines : un jeu à somme nulle et un outil de prédation des ressources nationales⁹.

Un pouvoir traditionnellement sans partage ni redistribution

Depuis l'indépendance, le système politique est verrouillé à tel point que l'alternance n'a presque jamais eu lieu sans recours à la force. Les seules élections démocratiques que le pays ait connues, quoiqu'assez éloignées des standards internationaux, l'ont été sous la pression des partenaires extérieurs, en 1993 dans le contexte du discours de la Baule¹⁰, puis en 2016 et 2021¹¹ dans le cadre du processus de sortie de crise appuyé par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA). De même, les dirigeants du pays ont placé leurs proches ou des membres de leur communauté aux postes les plus stratégiques, notamment dans l'armée et dans les secteurs de l'économie les plus rémunérateurs, par exemple le domaine minier.

Si l'appropriation de l'Etat à des fins privées existe dans d'autres pays réputés plus stables comme le Cameroun ou le Gabon¹², plusieurs spécificités de la RCA ont empêché ses élites de bâtir un système néo-patrimonial capable d'assurer leur maintien au pouvoir¹³. Comme l'ont démontré Andreas Mehler et Lotje de Vries, la faiblesse des ressources économiques et la coupure entre centre et périphérie (liée à l'absence d'infrastructures) n'ont pas permis aux dirigeants centrafricains de calmer



DEPUIS L'INDÉPENDANCE,
LES CHANGEMENTS DE
POUVOIR N'ONT PRESQUE
JAMAIS EU LIEU SANS
RECOURS À LA FORCE

les frustrations nées de l'accaparement des richesses, tout particulièrement en province.

Une gouvernance captive d'un modèle hérité

Le régime actuel perpétue les pratiques de ses prédécesseurs. Des proches et membres de la communauté du Président Touadéra (les Gbaka-Mandja) ont été nommés à des postes stratégiques au sein du Gouvernement¹⁴ et de l'armée¹⁵. Quelques figures issues de l'opposition politique (Aurélien Simplicie Zingas)¹⁶ ou militaire (Hassan Bouba) ont été cooptées, tandis que d'autres voient leur marge de manœuvre considérablement réduite. Si la condamnation de dirigeants de la rébellion armée tels que François Bozizé ou Nourredine Adam s'inscrit dans une volonté légitime de lutter contre l'impunité, les poursuites contre des cadres de l'opposition dont Crépin Mbolli-Goumba, Martin Ziguélé et Anicet-Georges Dologuélé, combinées aux restrictions à la liberté de manifester, nourrissent de vives critiques sur le « rétrécissement de l'espace civique »¹⁷.

Le 4 avril, plus de 1 000 personnes se sont rassemblées à Bangui pour dénoncer la hausse du coût de la vie

Depuis le référendum constitutionnel de juillet 2023 qui a supprimé la limitation des mandats présidentiels, aucune perspective crédible d'alternance politique ne semble envisageable. L'opposition, réunie au sein du Bloc Républicain pour la Défense de la Constitution (BRDC), a appelé au boycott des élections municipales, législatives et présidentielles prévues fin 2025. Elle affirme qu'elle n'y participera qu'à certaines conditions, notamment la tenue d'un Dialogue politique ainsi que la réforme du Conseil Constitutionnel¹⁸ et de l'Autorité Nationale des Élections, deux entités qu'elle estime acquises au pouvoir.

La gestion économique et financière suscite également de vives critiques. Derrière les appels répétés des Institutions financières internationales (IFI) à des « améliorations en matière de gouvernance et de transparence budgétaire » transparaît une réelle inquiétude face à la persistance du népotisme et de la corruption¹⁹. Le Fonds Monétaire International s'inquiète

notamment de la gestion du secteur des carburants, alors que le pays connaît depuis 2022 des pénuries récurrentes et que le Gouvernement a octroyé à la société camerounaise Neptune Oil le monopole de l'approvisionnement de ce bien stratégique via un contrat signé par Arthur Bertrand Piri, ministre de l'Énergie et neveu du président. Cet accord a entraîné une perte significative de recettes, faisant chuter à 9% la part des revenus fiscaux tirés du pétrole contre 20 à 25% habituellement. Outrée par l'opacité du contrat et l'essor de la contrebande, la société civile dénonce une « dérive mafieuse » du pouvoir²⁰. La gestion du secteur minier suscite des critiques similaires : alors que les groupes armés ont perdu la maîtrise de nombreux sites d'exploitation, leur contrôle est attribué à des entreprises (notamment celles de la « nébuleuse Wagner ») agissant de manière opaque et ne reversant généralement aucune taxe à l'État.

Des entrepreneurs politico-militaires²¹ en embuscade

Dans ce contexte de verrouillage politique, certains opposants pourraient être tentés de recourir à des moyens anticonstitutionnels, un scénario récurrent en RCA et observé plus récemment dans d'autres pays d'Afrique sub-saharienne, d'autant que les figures politico-militaires potentielles ne manquent pas. En 2020, l'ancien chef d'état-major Ludovic Ngaife avait appelé à la mise en place d'une Transition politique pour mettre un terme au mandat du Président, sans appeler explicitement à son renversement. En juin 2023, l'ancien Président de la Transition Alexandre-Ferdinand Nguendet exhortait les officiers FACA à déposer le chef de l'État. Enfin, avant son arrestation en janvier 2025, l'ancien ministre Armel Sayo avait promis de renverser le régime en rassemblant une nouvelle coalition armée.

Sans appeler à la violence, d'autres pourraient être tentés de capitaliser sur le mécontentement suscité par la détérioration de la situation économique et sociale pour mettre la pression sur le Président. Le 4 avril, plus de 1 000 personnes se sont réunies à Bangui à l'appel du BRDC pour dénoncer la hausse du coût de la vie, l'augmentation du prix du carburant, les coupures d'eau et d'électricité, les retards des salaires, etc. L'opposition a saisi l'occasion pour diffuser des slogans hostiles à une nouvelle candidature du chef de l'État.

La prolifération des « hommes en armes²² », instruments de déstabilisation au service des entrepreneurs politico-militaires

Le troisième facteur discuté dans la présente note concerne le rôle des combattants, miliciens, soldats et autres « hommes en armes » mobilisés par les entrepreneurs politico-militaires à chaque crise.

Des profils plus variés au fil du temps

La RCA a connu cinq coups de force réussis (1966, 1979, 1981, 2003 et 2013), et de nombreuses tentatives avortées. Derrière ces épisodes, on retrouve des entrepreneurs politico-militaires comme André Kolingba ou François Bozizé, figures passées successivement du statut d'officier à celui de responsable politique, d'opposant ou encore de leader armé. S'appuyant autrefois sur l'armée centrafricaine ou des troupes étrangères (françaises, notamment), ces acteurs recrutent depuis les années 2000 dans un vivier plus large d'« hommes en armes » locaux et étrangers: forces régulières, membres de groupes armés ou bandits ruraux et transfrontaliers recrutés contre rémunération, promesses de promotion ou plus simplement possibilité de se « payer sur la bête ».

Des combattants toujours nombreux dans la région

L'influence des groupes armés en RCA a fortement reculé depuis 2021. D'après les autorités, dans le cadre du processus de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR), 9 des 14 groupes ayant signé l'APPR ont été dissous et plus de 7 000 combattants auraient été désarmés et démobilisés. Au-delà du programme DDRR, dont l'impact est difficile à évaluer car les groupes les plus importants, regroupés au sein de la CPC ont quitté l'accord en 2020, les rebelles ont surtout perdu du terrain sous la pression de l'armée et de ses alliés. Ils se sont retirés de leurs principaux bastions, dont Bria, Kaga-Bandoro, Birao ou encore Ndélé. Les groupes à dominante peulhe – Unité pour la Centrafrique (UPC) et Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) – ont conservé une présence dans les zones frontalières centrées sur un « agenda » local de contrôle de rentes économiques : « sécurisation » de la transhumance ou contrôle de chantiers miniers.

Dans deux accords signés le 19 avril à N'Djaména et le 10 juillet à Bangui, les leaders des 3R (Abdelkader alias « Bobbo ») et de l'UPC (Ali Darassa) se sont engagés à réintégrer l'APPR. Reste à savoir si, comme d'autres auparavant, cet engagement restera lettre morte, d'autant que le contrôle des deux hommes sur leurs troupes s'est amoindri depuis leur exil au Tchad en 2021²³. Aussi, parallèlement, d'autres groupes armés sont apparus, comme l'*Azande Ani Kpi Gbé* (AAKG), groupe d'auto-défense de la communauté Azande, créé en 2023 pour expulser l'UPC de la région du Sud-Est. Depuis, l'AAKG s'est progressivement retourné contre ses alliés FACA et russes, devenant le principal fauteur de troubles dans la zone.

Malgré leur affaiblissement, ces « hommes en armes » demeurent une source majeure d'insécurité pour les populations et le pouvoir centrafricain, surtout si on prend en compte ceux actifs dans les pays frontaliers. L'histoire récente illustre la dimension transfrontalière des rebellions en Afrique centrale : celle de Bozizé en 2003, comme celle de la Séléka en 2013, comptaient de nombreux combattants venus du Tchad et du Soudan. Plus récemment, le recul des groupes armés centrafricains amorcé par la contre-offensive des FACA et leurs alliés a été accéléré par le siphonnage de leurs effectifs par les belligérants soudanais. Ces réseaux pourraient aisément se réactiver si des entrepreneurs politico-militaires centrafricains leur offraient des conditions financières attractives.

Une armée sous tensions

Les FACA ont connu une forte montée en puissance, passant des 9 800 soldats prévus par le Plan National de Défense de 2017 à plus de 15 000²⁴ aujourd'hui, se transformant progressivement en armée de garnison présente dans tout le pays. Pourtant, des fragilités persistent : l'intégration « parallèle » de combattants de groupes armés en dehors du programme DDRR, le recours à des milices locales comme supplétifs²⁵, le contrôle direct de certaines unités par les hommes de Wagner – par ailleurs accusés de mauvais traitements²⁶ –, les retards récurrents des soldes, particulièrement frustrants pour les unités en province harcelées par les groupes armés²⁷, la prédominance d'une Garde Présidentielle majoritairement issue de la communauté du Président²⁸. Autant de facteurs qui

alimentent le mécontentement de certains soldats, particulièrement chez les Gbayas autrefois aux commandes sous Bozizé, qui pourraient gonfler les rangs de futures rébellions.

Les dangers de la dépendance à l'égard d'acteurs extérieurs

L'historiographie des crises en RCA souligne enfin le rôle déterminant des acteurs extérieurs, tant dans la genèse que dans la gestion de l'instabilité.

Un pays traditionnellement sous influences

La sous-traitance des affaires économiques et sécuritaires notamment au profit de la France, a longtemps offert à cette dernière une influence décisive. Par ses interventions militaires, dont la célèbre « opération Barracuda »²⁹, l'ancienne puissance coloniale a souvent pesé sur le sort des Présidents en place.

La crise centrafricaine s'inscrit, par ailleurs, dans un « système régional de conflits » où l'instabilité du pays et celle de ses voisins se renforcent mutuellement par des flux d'armes, de combattants et des ingérences politico-militaires³⁰.

Ainsi, les changements de dirigeants ont souvent résulté de décisions prises hors de la RCA, les coups de force ne réussissant qu'avec l'appui ou au moins l'aval d'acteurs extérieurs, régionaux ou internationaux. Le rôle de « faiseur de roi » joué par la France a progressivement été repris par les pays d'Afrique centrale : Gabon, République du Congo puis Tchad. L'appui régional au coup de force de François Bozizé en 2003 et celui de la Séléka 10 ans plus tard en témoignent³¹.

La Russie et le Rwanda, nouveaux « parrains » sécuritaires

Sous la présidence de Faustin-Archange Touadéra, la RCA a bouleversé son réseau de dépendances traditionnel en s'alliant à de nouveaux acteurs : la Russie et le Rwanda.

Après le départ de Sangaris, le groupe Wagner s'est implanté dès 2018, faisant de la RCA un laboratoire de son action en Afrique: soutien politique (conseillers auprès du Président, médiation avec les groupes armés), investissements dans les secteurs stratégiques (or, diamants, bois, etc.), « soft power » (événements culturels, création de la Maison russe), manœuvres informationnelles (usines à « trolls », corruption de journalistes) et soutien sécuritaire (formation et participation aux combats contre la CPC). Depuis la mort de son fondateur – Yevgueni Prigojine – en août 2023, Wagner, dirigé localement par Dimitry Sityi, résiste à la reprise en main par l'Etat russe et *Africa Corps*. Conscient qu'il doit en bonne partie sa survie face à la CPC aux mercenaires de Wagner (dont l'effectif est estimé à 2000 éléments), le chef de l'Etat se montre, lui aussi, très hésitant sur leur départ et insiste sur le fait que la présence russe, quelle que soit sa forme, doit continuer d'assurer la protection de son pouvoir³².



LE GROUPE WAGNER
S'EST IMPLANTÉ EN 2018,
FAISANT DE LA RCA UN
LABORATOIRE POUR SES
ACTIONS EN AFRIQUE

Plus discret mais tout aussi influent, le Rwanda a massivement investi dans les domaines minier et agricole, via Crystal Ventures et Vogueroc qui bénéficient d'accords bilatéraux avantageux³³. Sur le plan militaire, le Rwanda dispose de plus de 2000 éléments en RCA, pour l'essentiel intégrés à la MINUSCA, auxquels s'ajoutent quelques centaines déployés dans le cadre d'un accord bilatéral. Ces derniers ont joué un rôle décisif lors de la contre-offensive contre la CPC en 2021 et participent toujours à la protection personnelle du chef de l'État.

La RCA demeure largement dépendante des IFI pour financer ses dépenses publiques et payer ses fonctionnaires

Si cette collaboration est un succès du point de vue sécuritaire, elle n'est pas exempte de risques : Russes et Rwandais partagent un intérêt commun pour l'exploitation des ressources naturelles qui pourrait, à terme, susciter des frictions.

Une dépendance financière intacte envers les IFI

Compte tenu de sa situation économique et financière (le PIB actuel reste inférieur à celui d'avant la crise), la RCA demeure largement dépendante des IFI – et donc des bailleurs occidentaux³⁴ – pour financer ses dépenses publiques et payer ses fonctionnaires ; en effet, la Russie et le Rwanda ne peuvent lui fournir l'appui budgétaire nécessaire, et les tentatives de rapprochement avec les pays du Golfe tardent à aboutir. En 2021–2022, mécontents de l'influence croissante de Wagner, inquiets des opérations de désinformation et autres actions hostiles à leur égard³⁵, ainsi que des violations des droits humains attribuées à ses mercenaires³⁶, les pays occidentaux ont durci les conditions de leur aide pour affaiblir le partenariat RCA-Russie, sans effet notable. Depuis fin 2023, ils privilégient une stratégie d'apaisement concrétisée par la signature avec la France d'une feuille de route en avril 2024, suivie quelques mois plus tard de la reprise de l'aide budgétaire.

Pour l'heure, le gouvernement centrafricain exploite sa position de faiblesse pour mettre en concurrence ses

partenaires et obtenir le meilleur de chacun : à la fois l'appui sécuritaire de la Russie et le soutien financier des Occidentaux. Mais ce jeu d'équilibriste sera difficile à mettre en œuvre sur le long terme : début 2024, les Russes ont par exemple freiné l'installation de l'entreprise de sécurité américaine *Bankroft*³⁷. En outre, la montée des tensions en Europe risque de complexifier la cohabitation entre la Russie et les Européens en RCA.

Les ambiguïtés des rapports entre la RCA et les pays d'Afrique centrale

Sur le plan régional, la RCA bénéficie de relations rassérénées avec ses voisins, particulièrement le Tchad avec qui les rapports ont souvent été tumultueux. Signe du rapprochement, la Commission mixte bilatérale Tchad-RCA, organisée à Bangui du 20 au 23 octobre 2024, s'est tenue au niveau ministériel pour la première fois depuis 2015 et la création d'une force mixte est envisagée pour sécuriser la zone frontalière. Soucieux de consolider son pouvoir et absorbé par les autres crises dans son voisinage (lac Tchad et Soudan), le président tchadien Mahamat Idriss Déby joue l'apaisement en RCA. Conscient de l'évolution des rapports de force, alors que N'Djamena a appuyé plusieurs coups d'Etat à Bangui, c'est désormais lui qui se sent le plus menacé, non par la RCA mais par son allié russe, dont l'attitude oscille entre rapprochement et déstabilisation³⁸.

Plus globalement, la RCA connaît une « normalisation » sur la scène régionale. A la tête d'un pays longtemps perçu comme l'« enfant malade » d'Afrique centrale, le Président Touadéra peut désormais traiter d'égal à égal avec ses pairs. Il a d'ailleurs joué un rôle de médiateur régional dans la crise gabonaise née du putsch d'août 2023.

Outre le Tchad, la coopération militaire progresse avec d'autres pays comme la RDC et le Cameroun³⁹. Néanmoins, plusieurs angles morts demeurent dans les relations avec ses voisins, notamment des tensions avec son homologue de la République du Congo Denis Sassou-Nguesso, un temps médiateur en RCA mais dont l'implication dans le dossier centrafricain s'est réduite ces dernières années. Les bons rapports avec Felix Tshisekedi sont, eux, teintés de méfiance du fait

de la proximité entre le chef d'Etat centrafricain et le Rwandais Paul Kagamé.

Enfin, la plus grande source d'inquiétude réside dans la situation au Soudan. Depuis avril 2023, la guerre a poussé, d'après le HCR, environ 36 000 réfugiés au nord de la RCA où se trouvent également des combattants soudanais en déshérence. Les relations entre Wagner et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Hemmeti, ainsi que les rumeurs d'installation d'une base militaire en territoire centrafricain servant à acheminer l'aide émiratie aux FSR, ont suscité la méfiance du général al-Burhan, chef de l'armée soudanaise. Ce dernier aurait ignoré les demandes du président Touadéra d'arrêter les rebelles centrafricains qui navigueraient régulièrement dans des zones contrôlées par son armée, dont Nourredine Adam⁴⁰.

Conclusion

Alors que les autorités centrafricaines ont une occasion historique de stabiliser leur pays, elles tardent à s'attaquer aux racines du conflit, laissant planer le spectre d'une nouvelle convergence des crises politique, sécuritaire et socio-économique. Grisées par la protection de la Russie et du Rwanda, elles semblent avoir oublié qu'une dépendance excessive à des partenaires extérieurs n'est pas sans risques. Plusieurs dirigeants centrafricains l'ont appris à leur dépend, dont le Président Bozizé que les soldats sud-africains n'avaient pas été en mesure de protéger face à l'offensive de la Séléka en 2013. Aussi, rien ne garantit que le soutien des puissances régionales et internationales perdure ; en cas de revirement, les fragilités de leur gouvernance pourraient se révéler fatales.

Notes

- 1 OCHA, *République centrafricaine : Aperçu des mouvements de population*, juillet 2025, <https://www.unocha.org/publications/report/central-african-republic/republique-centrafricaine-aperçu-des-mouvements-de-population-juillet-2025>.
- 2 Stephen Smith, 'The Elite's Road to Riches in a Poor Country'. In Tatiana Carayannis et Louisa Lombard (Eds), *Making Sense of the Central African Republic*, Zed Books, 2015, 102–22.
- 3 Louisa Lombard, *State of Rebellion : Violence and Intervention in the Central African Republic*, London, United Kingdom, Bloomsbury Academic & Professional, 2018; Tatiana Carayannis et Louisa Lombard (Eds), *Making Sense of the Central African Republic*, Zed Books, London, 2015.
- 4 Louisa Lombard, 'The Threat of Rebellion: Claiming Entitled Personhood in Central Africa.' *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 22(3), 2016, 552–569.
- 5 Gino Vlavonou, *Belonging, Identity, and Conflict in the Central African Republic*, Madison, 2023.
- 6 Voir l'APPR disponible dans Nations unies, S/2019/145, 15 février 2019.
- 7 Le Gouvernement centrafricain et le PNUD lance un programme de stabilisation, PNUD, 2 février 2023, <https://www.undp.org/fr/central-african-republic/actualites/le-gouvernement-centrafricain-et-le-pnud-lance-un-programme-de-stabilisation>.
- 8 Romain Esmenjaud, Sophie Rutenbar, with David Mozersky, *Renewable Energy and Peace in the Central African Republic: An opportunity for the United Nations to lead by example*, Energy Peace Partners and Stimson Centre, April 2025, <https://www.energypeacepartners.com/blog/new-report-renewable-energy-and-peace-in-the-central-african-republic>.
- 9 Lotje de Vries et Tim Glawion, *Speculating on Crisis: The Progressive Disintegration of the Central African Republic's Political Economy*, Clingendael, 2015, <https://www.clingendael.org/publication/speculating-crisis-disintegrating-central-african-republic>.
- 10 Pour justifier l'organisation de l'élection, André Kolingba aurait tenu les propos suivants : « Je le fais parce que ceux qui nous paient me le demandent » ; International Crisis Group (ICG), *RCA : Anatomie d'un Etat fantôme*, Décembre 2007, 8. Dans son discours de la Baule, le Président François Mitterrand avait conditionné l'aide de la France à la mise en place de processus de démocratisation.
- 11 Les élections de 2020-2021 ont été largement perturbées par les groupes armés. Seuls 35% des électeurs ont pu voter.
- 12 Voir par exemple, ICG, Cameroun : Les élections laissent entrevoir une nouvelle domination du parti au pouvoir, 8 février 2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-elections-raise-prospect-further-ruling-party-dominance> ; Fonteh Akum, Does regime security come ahead of real reform in Gabon?, ISS, 11 February 2019, <https://issafrica.org/iss-today/does-regime-security-come-ahead-of-real-reform-in-gabon>.
- 13 Andreas Mehler et Lotje de Vries, *Les conditions marginales du néopatrimonialisme performant : Pourquoi l'Afrique ne « marche » pas dans la République centrafricaine*, ABI Working Paper n°8, 2018, <https://research.wur.nl/en/publications/les-conditions-marginales-du-n%C3%A9opatrimonialisme-performant-pourqu>.
- 14 Parmi ses proches à des postes clés, on peut citer Claude Rameaux-Bireau, Ministre de la Défense, Arthur Piri, Ministre de l'Énergie et Nicaise Nassin. Les deux premiers sont des neveux du Président, le troisième son cousin.

- 15 ICG, *Eviter une nouvelle désintégration de l'armée*, Mai 2022, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/centrafrique-eviter-une-nouvelle-desintegration-de>.
- 16 « Aurélien Simplicie Zingas, l'ex-opposant devenu rempart de Touadéra », *Jeune Afrique*, 16 janvier 2024, <https://www.jeuneafrique.com/1525612/politique/aurelien-simplice-zingas-lex-opposant-devenu-rempart-de-touadera/>.
- 17 Human Rights Watch, *République centrafricaine : Rétrécissement de l'espace civique*, Avril 2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/04/04/republique-centrafricaine-retrécissement-de-lespace-civique>.
- 18 L'ancienne Présidente de la Cout Constitutionnelle, Danielle Darlan, dont les décisions avaient entravé le projet de réforme constitutionnelle a été mise à la retraite et remplacée par des personnalités considérées comme plus « dociles ».
- 19 Voir par exemple le rapport du FMI de mai 2023 (n°23/155).
- 20 Paul-Crescent Beninga (GTSC), *La mafia dans le secteur pétrolier en République centrafricaine*, Septembre 2024, <https://www.radiondekeluka.org/74805-centrafrique-le-gtsc-denonce-une-mafia-dans-le-secteur-petrolier>.
- 21 Pour le concept d'entrepreneurs politico-militaires, voir Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa : Money, War and the Business of Power*, Polity Press, 2015.
- 22 Pour le concept d'« hommes en armes », voir Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Karthala, 2013.
- 23 Un autre groupe armé ayant rejoint la CPC en 2020, le Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique de Nourredine Adam, est lui resté en dehors des discussions de N'Djaména.
- 24 ICG, *Eviter une nouvelle désintégration de l'armée*, op. cit.
- 25 Par exemple les « Wagner noirs » actifs dans la région de Bambari.
- 26 ICG, *Eviter une nouvelle désintégration de l'armée*, op.cit.
- 27 Par exemple, entre janvier et avril 2023, 20 FACA ont été pris en otage dans la Vakaga par la CPC (ONU, Rapport du Groupe d'expert sur la République centrafricaine, S/2023/360, mai 2023, section. II).
- 28 ONU, Rapport du Groupe d'experts sur la République centrafricaine, S/2021/569, paras 100–102.
- 29 En 1979, l'intervention a permis de déloger l'empereur Bokassa et de rétablir le Président Dacko.
- 30 Roland Marchal, *Aux marges du monde, en Afrique centrale...* Paris: SciencesPo CERI, 2009, https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude153_154.pdf.
- 31 *Idem* ; Emmanuel Chauvin, *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une Escalade conflictuelle régionale ?*, Agence Française de Développement, 2018, https://www.observatoirepharos.com/wp-content/uploads/2018/03/ObsPharos_Chauvin_guerre-centrafrique-tchad.pdf.
- 32 Comment la Russie veut imposer Africa Corps à Touadéra, *Jeune Afrique*, 5 mars 2025, <https://www.jeuneafrique.com/1664812/politique/comment-la-russie-veut-imposer-africa-corps-a-touadera/>.
- 33 ICG, *Le rôle croissant du Rwanda en RCA*, Crisis Group Briefing, Juillet 2023, <https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/2023-09/b191-rwanda-in-car-french.pdf#:~:text=Le%20pays%20contribue%20au%20renforcement%20des%20institutions%20centrafricaines%2C,des%20effets%20positifs%2C%20mais%20com-porte%20aussi%20des%20risques>.
- 34 Jusqu'à l'élection de Donald Trump, Européens et Américains avaient des positions assez semblables, quoique comportant des nuances sur le degré de pression à exercer sur les autorités et Wagner. Il est trop tôt pour évoquer la posture de la nouvelle administration américaine et son impact en RCA.
- 35 On peut citer, par exemple, l'implication très probable de Wagner dans l'incendie de la brasserie MOCAF, filiale du groupe français Castel ; « Centrafrique: Wagner derrière l'incendie chez le brasseur français Castel? », RFI, 7 mars 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230307-centrafrique-wagner-derri%C3%A8re-l-incendie-chez-le-brasseur-castel>.
- 36 Voir par exemple ONU, Rapport du Groupe d'experts sur la République centrafricaine, S/2021/569.
- 37 Premier accroc pour Bancroft à Bangui, *Africa Intelligence*, 9 février 2024, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2024/02/09/premier-accroc-pour-bancroft-a-bangui,110157516-art>.
- 38 « Déby Itno face à la crainte d'une nouvelle rébellion soutenue par Wagner », *Jeune Afrique*, 1^{er} mars 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1422473/politique/exclusif-deby-itno-face-a-la-crainte-dune-nouvelle-rebellion-soutenue-par-wagner/>.
- 39 En octobre 2024, RDC et RCA ont signé un accord de coopération militaire prévoyant des échanges de renseignements, des formations conjointes et des stratégies pour sécuriser leurs frontières communes. Depuis plusieurs années, une série de rencontre sur la sécurité transfrontalière se tient entre autorités camerounaise et centrafricaine.
- 40 Faustin-Archange Touadéra tente de s'accorder avec les groupes armés avant la présidentielle, *Africa Intelligence*, 7 mars 2025, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/03/07/faustin-archange-touadera-tente-de-s-accorder-avec-les-groupes-armes-avant-la-presidentielle,110383380-gra ; Faustin-Archange Touadéra ouvre la voie à l'implantation de sites militaires émiriens et russes, Africa Intelligence, 31 mars 25, https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/03/31/faustin-archange-touadera-ouvre-la-voie-a-l-implantation-de-sites-militaires-emiriens-et-russes,110404603-eve>.

À propos de l'auteur

Romain Esmenjaud est docteur en relations internationales de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève. Chercheur associé à l'Institut français de géopolitique (IFG), il est spécialiste des questions de paix et de sécurité en Afrique subsaharienne. Il a coordonné le Groupe d'experts des Nations unies sur la République centrafricaine entre 2017 et 2021.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité (ISS) forge des partenariats pour développer les connaissances et les compétences d'une Afrique à venir. L'ISS est une organisation africaine non lucrative dont les bureaux sont situés en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS propose aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique.

Partenaires de développement

L'ISS remercie également les membres de son Forum des partenaires pour leur appui : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne, le réseau Open Society Foundations et les gouvernements du Danemark, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède.

© 2025, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur de l'ensemble de ce document sont conférés à l'Institut d'études de sécurité et à l'auteur, et aucune partie ne peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'auteur et de l'éditeur.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds. L'auteur contribue aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : © Barbara Debout/Getty Images

